

Citoyens, citoyennes ?

En période électorale, les citoyens et, depuis finalement que peu de temps, les citoyennes, sont dans les bouches de toutes et tous les politicien-ne-s. À les entendre, tout repose sur les citoyen-ne-s : l'avenir du pays, de la France... Et tout est dans l'intérêt des citoyen-ne-s, et c'est d'ailleurs pour cela que toutes et tous sont sommé-e-s de *bien* choisir pour qui ils ou elles vont voter.



L'hypocrisie des classes dominantes

L'origine révolutionnaire de la citoyenneté...

C'est à la révolution française que le terme « citoyen » est réutilisé en référence aux démocraties antiques. Il est dirigé contre les nobles et leurs privilèges héréditaires, pour affirmer que tous ont les mêmes droits.

Plus de métiers interdits aux « gueux », plus de postes de pouvoir réservés à ceux qui auraient du « sang bleu ». Les masses populaires de 1789 avaient une aspiration bien plus profonde que le remplacement d'une classe dominante par une autre. Les « sans-culottes » se lançaient des « salut citoyen » pour marquer leur nouveau sentiment égalitaire, et cet égalitarisme allait souvent jusqu'à revendiquer le partage des richesses, la lutte contre les riches « accapareurs », et pas simplement le droit de voter.

La revendication égalitaire débordait aussi le cadre patriarcal : des groupes comme le Club des Citoyennes Républicaines Révolutionnaires, qui faisaient partie de l'aile marchante de la révolution, ne voyaient aucune raison de limiter la citoyenneté aux hommes, et Olympe de Gouges exige une « Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne »... ainsi que la fin de l'esclavage.

...et sa neutralisation par les capitalistes

Mais une fois que la vague émancipatrice a été matée par les contre-révolutionnaires, ce sont surtout les bourgeois, ces riches non-nobles, qui ont profité des changements structurels apportés par la révolution.

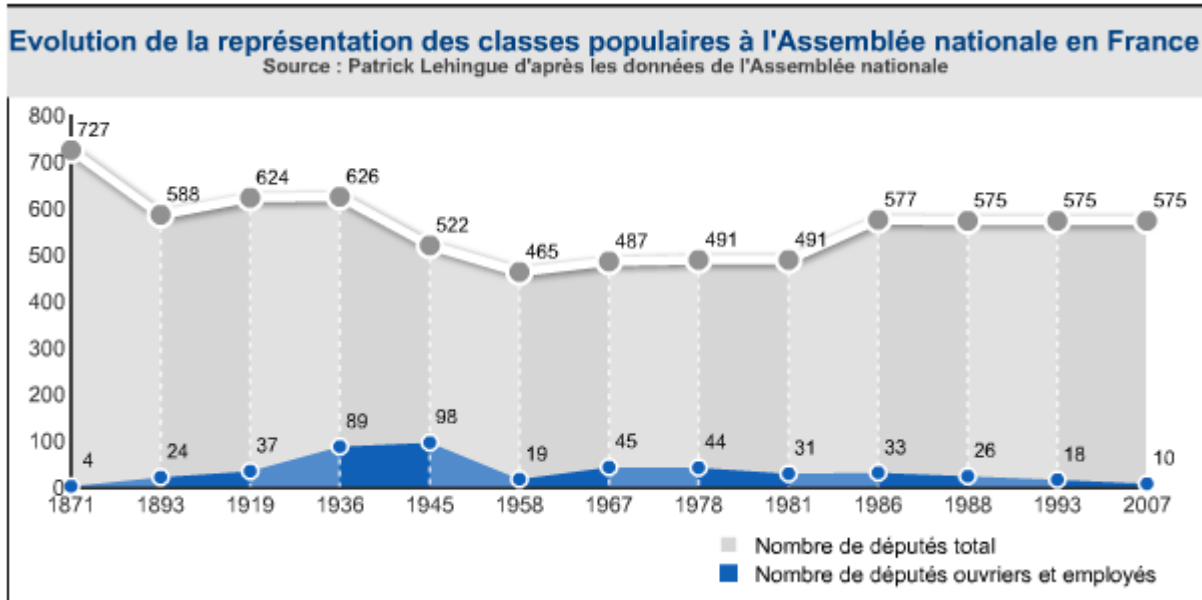
La citoyenneté a été féroce-ment restreinte, non seulement par les nobles, mais aussi par les grands bourgeois. Pendant des décennies, le droit de vote est resté censitaire :

seuls les propriétaires pouvaient voter. Le prolétariat qui se développait n'était pas désiré parmi les citoyens, on ne sait jamais ce qu'il pourrait voter... Depuis le 19^e siècle, le mouvement ouvrier a dû se battre pour l'extension de la citoyenneté, de concert avec le mouvement féministe (droit de vote des femmes seulement en 1944 en France...) et avec le mouvement anti-colonial. Ce mouvement n'est toujours pas complet, puisque par exemple les étrangers qui vivent en France n'ont toujours pas le droit de vote (malgré les promesses du PS à chaque élection sur ce sujet). La citoyenneté est liée à la « nationalité », définie étroitement.

Le mythe de l'individu à chances égales

Néanmoins les capitalistes ont fini par accepter, sur le papier, des droits égaux pour presque tous-tes. Ils peuvent le faire parce que malgré les quelques moyens de pression que cela peut donner aux classes populaires, le pouvoir économique qu'ils détiennent leur permet de rester politiquement dominants à travers des « élections libres ». Bien avant que l'on en arrive à ce niveau de « démocratie bourgeoise », Karl Marx avait nettement perçu que « l'égalité formelle » ne suffirait pas à réaliser « l'égalité réelle ».

Dans l'idéologie dominante, chaque personne est l'équivalent de chaque autre, nous sommes toutes et tous « libres et égaux ». Ainsi, les choix de vie, les choix politiques reposent sur les individu-e-s, et c'est donc seul-e-s que nous faisons nos choix pour le « bien » de toutes et tous. Ceci permet aux dirigeants politiques et économiques de clamer haut et fort que la richesse économique et culturelle peut s'acquérir par tous, peu importe d'où l'on vient et qui on est. Or, il s'agit là d'une funeste escroquerie, la sociologie nous montre que nous ne sommes pas égaux suivant notre famille, notre travail, notre lieu de vie, notre race¹, notre genre. Ceux qui ont le capital économique et culturel pour se présenter aux élections, et qui ont une conscience assez claire de leurs intérêts matériels à défendre, sont majoritairement issus des classes supérieures : des patrons, des avocats, des médecins, des hauts-fonctionnaires... Par conséquent il n'y a quasiment aucun-e employé-e ou ouvrier-ère dans les parlements, sans parler des gouvernements.



Qui peut penser, par exemple, qu'un vote dans un conseil d'administration d'une grande entreprise et un vote à une élection quelconque a le même impact sur la vie des gens ? Des multinationales ont un budget plus gros que celui de certains États, mais elles sont pourtant hors de tout contrôle démocratique...

« Le conseil d'administration de la bourgeoisie »

Par ailleurs, dans une société capitaliste, l'État est une machine dédiée à faire perdurer le système parce que toutes les institutions sont adaptées au marché, à favoriser la « compétitivité nationale », l'ordre fondé sur la propriété, etc. En outre, le personnel dirigeant est socialement issu des catégories socio-professionnelles supérieures.

Dans ce cadre, les partis de gouvernement ne représentent au fond que différentes options qui divisent les capitalistes, ce qui faisait dire à Engels que l'État est un « conseil d'administration de la bourgeoisie ». C'était évident lorsque le suffrage était censitaire, c'est à présent camouflé sous des mécanismes plus subtils, mais la réalité est toujours là.

Au fil des alternances, quoi que votent les citoyen-ne-s, le capitalisme impose sa logique, et les travailleur-se-s sont de plus en plus précarisé-e-s ou jeté-e-s au chômage. Dans ces conditions, il est parfaitement compréhensible que le taux d'abstention soit beaucoup plus élevé parmi les travailleur-se-s.² Voter pour choisir qui sera l'exploiteur suivant n'a qu'un intérêt limité...

Le vote comme seule action

La citoyenneté moderne, avec laquelle vient le droit de vote, reste pour autant un acquis pour notre classe. Cependant, elle est instrumentalisée à plusieurs égards. Tout d'abord, il est presque seulement associé à une « démocratie représentative » coupée de nous. Ainsi nous sommes régulièrement sommé-e-s de voter (tous les cinq ans pour

la présidentielle), peu importe les ordures qui se présentent. Les élections de cette année 2017 en sont un exemple effrayant : les mises en examens, les soupçons, les histoires plus méprisables, les unes que les autres. Mais, attention, puisque c'est un acquis dû à des luttes, et que « *des gens sont morts pour qu'on ait le droit de vote* », alors il faut aller se faire violence et y aller³. Malgré ces injonctions à répétition, l'abstention tend à progresser, et c'est bien normal tant cette mascarade électorale est glaçante !

De plus, comme nous avons le droit de vote, il est dans la tête de beaucoup de monde, l'alpha et l'oméga du choix politique. C'est le vote, individuel, régulier, qui permet d'améliorer la société, et c'est tout. Et les classes dirigeantes en sont bien contentes : entre chaque vote, elles ont carte blanche. Par ailleurs, la citation de Paul Nizan dans *Les Chiens de garde*, illustre le fait que ces mêmes dirigeants sont convaincus du bien fondé de leurs actions :

« La bourgeoisie travaillant pour elle seule, exploitant pour elle seule, massacrant pour elle seule, il lui est nécessaire de faire croire qu'elle travaille, qu'elle exploite, qu'elle massacre pour le bien final de l'humanité. Elle doit faire croire qu'elle est juste. Et elle-même doit le croire. »

L'aspiration à plus de citoyenneté

Lors de nos discussions sur nos lieux de travail, dans les mobilisations, à nuit debout au printemps 2016, beaucoup de gens aspirent à plus de citoyenneté, à plus d'égalité, etc. Contrairement aux grands discours venant d'en-haut sur le « devoir de citoyen », cette aspiration faire respecter ses « droits de citoyens » est extrêmement positive.

Beaucoup de personnes ressentent que cette démocratie dont on nous rabat les oreilles à longueur de temps, n'est au final qu'un semblant de démocratie, une démocratie partielle et injuste qui sert toujours les mêmes dirigeants capitalistes au détriment des exploité-e-s du système.

Dépasser la citoyenneté par la lutte des classes

Mais spontanément, cette aspiration positive s'appuie sur une vision assez vague du « peuple », et des « élites » qui auraient confisqué la vraie démocratie. Pour nous, il ne peut y avoir de citoyenneté qui fonctionne là où des citoyens exploitent d'autres citoyens. C'est pour cela que la lutte de classe est incontournable.

Utilisé par les dominants et par certains politiciens de gauche radicale, le concept de citoyen-ne invisibilise les classes sociales et ainsi les rapports de production (rapport centraux pour l'organisation de la société capitaliste). Or nous pensons que pour changer la société, il faut renverser le système capitaliste, et que ce n'est possible que par une lutte de la classe des exploité-e-s qui eux et elles seul-e-s peuvent prendre le contrôle de la société de façon bien plus démocratique que la fausse démocratie actuelle. Nous pensons que le système capitaliste produit deux classes principales dont

les intérêts sont antinomiques, et c'est notre classe, celle des exploité-e-s, qui a toute la force de renverser cette injustice.

Même si nous luttons pour plus de démocratie à tous les échelons de l'État actuel, nous pensons que l'on ne pourra pas le démocratiser par de quelconques « assemblées citoyennes », mais qu'il faut le remplacer par des organes construits par notre classe dans sa lutte.

Il est nécessaire pour changer la société que nous toutes et tous, exploité-e-s de tous les pays, de tous les genres, de toutes les races, nous luttons ensemble. C'est pour cela que nous cherchons à créer, nourrir et faire vivre les syndicats, les partis révolutionnaires, les associations, les cadres d'auto-organisation, sur les lieux de vie, les quartiers, les lieux de travail. Dans tous ces endroits, nous pouvons faire vivre une vraie démocratie, avec des mandats précis, où les représentant-e-s sont révocables, où nous discutons collectivement des choix de vie, des choix politiques, des choix de production. Nous voulons rompre de façon révolutionnaire l'illusion de « citoyenneté » qui nous unit à nos exploiters, pour mieux créer une société sans classe, dans laquelle cela aura un sens de nous considérer tous et toutes comme citoyen-ne-s.

C'est bien tout cela qu'il faut construire et c'est ce à quoi nous dépensons notre énergie militante.

1 La « race » n'a pas de réalité biologique, mais l'oppression raciale est bien réelle.

2 Exemple aux législatives de 2012 : 53 % d'abstention chez les « bas revenus », contre 37 % chez les « hauts-revenus ».

3 Heureusement qu'il y a Philippe Poutou pour que l'on puisse voter de façon volontaire au premier tour !

Lucas Battin;Julien Varlin, le 5 mars 2017